

Le Parisien est officiellement habilité pour l'année 2021 pour la publication des annonces judiciaires et légales par arrêté de chaque préfet concerné dans les départements : 60 - 75 - 77 - 78 - 81 - 92 - 93 - 94 - 95. La tarification des annonces judiciaires et légales est définie par l'arrêté du ministère de la Culture et la Communication du 7 décembre 2020 et est la suivante pour les départements d'habilitation du Parisien : Annonces judiciaires et légales de Constitution de sociétés commerciales : tarif forfaitaire : Société anonyme (SA) 395€ HT - Société par actions simplifiée (SAS) 187€ HT - Société par actions simplifiée unipersonnelle (SASU) 141€ HT - Société en nom collectif (SNC) 219€ HT - Société à responsabilité limitée (SARL) 147€ HT - Société à responsabilité limitée unipersonnelle (dite « entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée », EURL) 124€ HT. Annonces judiciaires et légales hors Constitution de sociétés commerciales : tarifs HT à la ligne : 60 (4,37 €) - 75/92/93/94 (5,39 €) - 77/78/95 (5,14 €)

LES MARCHÉS PUBLICS
Consultez aussi nos annonces sur
<http://avisdemarches.leparisien.fr>

**Marchés
+ de 90 000 Euros**



Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

VAL D'OISE HABITAT

Mme Natacha STILL, Responsable commande publique, 1 avenue de la palette CS 20716,

95031 Cergy pontoise cedex, tél. : 01 34 41 64 64,

courriel : Marches@valdoisehabitat.fr, profil acheteur : <https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/index.jsp>

Le pouvoir adjudicateur n'agit pas pour le compte d'autres pouvoirs adjudicateurs
Objet du marché : Mission d'audit, d'assistance et de commercialisation des emplacements accueillant des équipements de radiotéléphonie mobile en toit-terrasse du patrimoine de Val d'Oise Habitat. Dans la mesure où ni le rythme, ni l'étendue, ni la nature des interventions ne peuvent être déterminés précisément, recours au marché à bons de commande (articles L2125-11, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP) sans mini et avec maxi de 213 000 euro(s) HT sur la durée du marché. BC notifié au fur et à mesure des besoins. Montant définitif du marché dépendra du nb de prestations réellement exécutées.

Catégorie de services : 27

La procédure d'achat du présent avis est couverte par l'accord sur les marchés publics de l'OMC.

L'avis implique l'établissement d'un accord-cadre avec un seul opérateur

Caractéristiques principales :

- Des variantes seront-elles prises en compte : oui

Prestations divisées en lots : non

Modalités essentielles de financement et de paiement et/ou références aux textes qui les réglementent : Délai de paiement : 30 jours, prestations réglées une fois admises, prix révisables, possibilité avance forfaitaire, budget de l'Office.

Forme juridique que devra revêtir le groupement d'opérateurs économiques attributaire du marché : Forme solidaire souhaitée

L'exécution du marché est soumise à d'autres conditions particulières : non

Langues pouvant être utilisées dans l'offre ou la candidature : français.

Unité monétaire utilisée, l'euro

Conditions de participation :

- Critères de sélection des candidatures : Capacité économique, financière, technique et professionnelle

Justifications à produire quant aux qualités et capacités du candidat :

Documents à produire obligatoirement par le candidat, à l'appui de sa candidature :

- Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire.

Documents à produire à l'appui des candidatures par le candidat, au choix de l'acheteur public :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.

- Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique

Autres renseignements demandés :

- Déclaration sur l'honneur dûment datée et signée pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner

- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du contrat

- Certificat de qualifications : la preuve peut être apportée par tout moyen

Marché public simplifié : NON.

Critères d'attribution : Offre économique - la plus avantageuse appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec leur pondération :

- Valeur technique (50 %)

- Prix (40 %)

- Délai (10 %)

Type de procédure : Procédure adaptée

Date limite de réception des offres : 02 février 2021 à 17 h 00

Délai minimum de validité des offres : 150 jours à compter de la date limite de réception des offres.

Renseignements complémentaires : Marché conclu pour 2 ans à compter de la notification. Début contrat à titre indicatif : fin février 2021. DCE gratuit téléchargeable sur achatpublic.com. Rens adm et tech : achat-public.com

Date d'envoi du présent avis à la publication : 11 janvier 2021

Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus : 1 avenue de la palette CS 20716, 95031 Cergy pontoise cedex, adresse internet : https://www.achatpublic.com/sdm/ent/gen/ent_detail.do?PCSLID=CSL_2021_Yvf6GhB-0u

Instance chargée des procédures de recours : TA de Pontoise, 2 bd de l'hautil, 95000 Cergy

Détails d'introduction des recours : Délais et procédures définies par le Code de la Commande Publique et le Code de Justice Administrative (Art L551-1 et suiv, et R421-2 et 3 CJA)

Enquête publique

PREFECTURE DU VAL-D'OISE

DIRECTION DEPARTEMENTALE
DES TERRITOIRES

Service Urbanisme et Aménagement
Durable
Pôle Etudes et Aménagement

Mission Immobilier Foncier et Procédures

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE ET D'ENQUÊTE PARCELLAIRE CONJOINTES

Commune de CERGY

Par arrêté n2020-16012 ainsi que l'arrêté modificatif n2020-16073, le directeur départemental des territoires a prescrit l'ouverture, au profit de la SNCF Gares et Connexion, sur le territoire de la commune de Cergy, d'une enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique du projet de rénovation du

bâtiment voyageurs de la gare de Cergy Préfecture, ainsi qu'une enquête parcellaire préalable à la cessibilité des terrains nécessaires à l'aménagement dudit projet.

Les enquêtes conjointes se dérouleront du **samedi 9 janvier au samedi 23 janvier 2021 inclus**.

Pendant ce délai, les personnes intéressées par ce projet pourront prendre connaissance du dossier à la mairie de Cergy - Bâtiment annexe Grand'Place - Square Columbia à Cergy et consigner leurs observations sur le registre ouvert à cet effet, aux heures habituelles d'ouverture au public de ses bureaux.

Elles pourront également transmettre leurs observations par écrit au commissaire-enquêteur à la mairie de Cergy qui les annexera au registre d'enquête ou par mail à l'adresse suivante : enquetegare2020@gmail.com

Le dossier d'enquête sera également consultable sur le site internet suivant : <https://www.cergy.fr>

Monsieur François Durand, cadre supérieur du ministère des Armées, est nommé commissaire-enquêteur pour conduire ces enquêtes.

Le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public en mairie de Cergy - Bâtiment annexe Grand'Place - Square Columbia à Cergy, afin de recevoir les observations et déclarations des intéressés aux dates et heures précisées ci-après :

- le samedi 9 janvier 2021, de 9h30 à 12h00 ;

- le samedi 16 janvier 2021, de 9h30 à 12h00 ;

- le samedi 23 janvier 2021, de 9h30 à 12h00.

En vertu de l'article L.311-3 du code de l'expropriation, les personnes intéressées autres que le propriétaire, l'usufruitier, les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes sont tenus de se faire connaître à l'expropriant dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à l'indemnité.

Le commissaire-enquêteur dispose d'un délai de 30 jours à compter de la clôture des enquêtes pour rédiger son rapport et ses conclusions motivées.

Les conclusions émises par le commissaire-enquêteur seront communiquées à toute personne concernée qui en fera la demande au directeur départemental des territoires et en mairie de Cergy.

Constitution de société

Par ASSP en date du 14/12/2020, il a été constitué une SARL dénommée :

FONCIERE AKA

Siège social : 14 Rue Lucien Barbier 95100 ARGENTEUIL **Capital :** 1000 € **Objet social :** Achat, vente, location, restructuration, construction, rénovation, gestion, acquisition, prise de participation, prêt, financement, promotion, commercialisation, conseil en gestion assistance à la transaction, de tout immeuble ou ensemble immobilier **Gérance :** M Ayhan KARAKAS demeurant 156 boulevard de Bezons 78500 SARTROUVILLE **Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PONTOISE.

Par ASSP en date du 08/01/2021, il a été constitué une SASU dénommée :

GAR-BAT

Siège social : 5 mail Jean Baptiste Poquelin 95220 HERBLAY **Capital :** 1000 € **Objet social :** entreprise générale du bâtiment, tous corps d'état, rénovation intérieure, petite maçonnerie, plâtrerie, revêtement des sols et de murs, peinture et vitrerie, autres travaux de finition, travaux d'installation électrique, plomberie et autres travaux d'installation **Président :** M GARBAT DAWID demeurant 5 mail Jean Baptiste Poquelin 95220 HERBLAY élu pour une durée illimitée **Admission aux assemblées et exercice du droit de vote :** Chaque actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix. **Clauses d'agrément :** Les actions sont librement cessibles entre actionnaires uniquement avec accord du Président de la Société. **Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PONTOISE.

Contact commercial
01 87 39 84 00

Rendez-vous sur
www.annoncesleparisien.fr
7/7 - 24H/24H

Par ASSP en date du 08/01/2021, il a été constitué une SASU dénommée :

CETA CONSEILS

Siège social : 1 allée des chevaliers 95120 ERMONT **Capital :** 1000 € **Objet social :** activité du conseil pour les affaires et autres conseils de gestion **Président :** Mme Atienza Céline demeurant 1 allée des chevaliers 95120 ERMONT élu pour une durée illimitée **Durée :** 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de PONTOISE.

Divers société

R.G. INCENDIE
SASU au capital de 10.000 Euros

Siège social : 51, rue Biarritz 95400 ARNOUVILLE

RCS N 844467191 de PONTOISE

L'AGE du 02/01/2021 :

A décidé :

De transférer le siège au 3, avenue du Maréchal Juin - Bat C - 95500 GONESSE à compter du 02 janvier 2021.

De nommer Monsieur DOGAN Ali, demeurant 23b, rue de la Poste 95400 VILLIERS LE BEL en qualité de nouveau président à compter du 02 janvier 2021 en remplacement de Monsieur Rezzan DEGIRMENCI, démissionnaire.

Mention sera faite au RCS de PONTOISE.

e-marchespublics.com

**Publiez,
dématérialisez
vos marchés
publics**

**Conformité
réglementaire
et audience garantie**

En savoir plus :
01.87.39.84.87

Le Parisien

Publiez votre annonce légale grâce au service dédié du Parisien



Plus de 600
journaux habilités



Attestation de parution pour
le greffe gratuite sous 1h



Formulaires certifiés pour
une annonce conforme



Affichage en
temps réel



Rendez-vous sur leparisien.annonces-legales.fr

Un service proposé par

Les Echos
Le Parisien
ANNONCES